

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 10/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

Rue Antoine Becquerel - CS 17216
11100 Narbonne

Références : UID11/66-C3-2022-556
Code AIOT : 0006606318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 NARBONNE. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.
L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE
- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 NARBONNE
- Code AIOT : 0006606318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des

départements limitrophes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la dernière visite d'inspection
- le suivi des quantités de déchets traités
- la vidéosurveillance lors du déchargement des déchets
- les conditions d'élimination des déchets imposées par le décret du 16 septembre 2021 (attestation de tri, caractérisation des bennes, contrôle des déchets entrants)
- la gestion des eaux (lixiviats, eaux de ruissellement)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Aire Etanche	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.3	Susceptible de suites	Sans objet
5	Alimentation En Biogaz	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.3.5	Susceptible de suites	Sans objet
7	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	/	Sans objet
8	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	/	Sans objet
9	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	/	Sans objet
11	Conditions de l'élimination - Rapport de caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
12	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
13	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
14	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
17	Procédures d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.3.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
19	Traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.4.2.2	/	Sans objet
20	Collect et stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.4.2.2	/	Sans objet
21	Eaux de ruissellement externes	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 5.3.71.	/	Sans objet
22	Gestion des eaux de voirie	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 5.3.7.3.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Volume mort destiné à la réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.3.7.2	Susceptible de suites	Sans objet
10	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	/	Sans objet
15	Quantité de déchets traités	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 1.2.4.1.	/	Sans objet
16	Origine géographique	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.3.1	/	Sans objet
18	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.3.7	/	Sans objet
23	Lixiviats traités	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 5.3.7.5.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les résultats de la visite, 16 faits non conformes et susceptibles de suites ont été relevés et 7 faits conformes ont été constatés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet• date d'échéance qui a été retenue : délai de 30 jours
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> <p>[...]</p> <p>Les abords du site doivent être débroussaillés selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral n° 2014143-0006 du 03/06/2014 relatif au débroussaillage dans l'Aude, de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur l'exploitation.</p>
Constats : L'exploitant a débroussaillé autour de la torchère et de l'unité de valorisation de biogaz. Au vu de la présence d'arbustes à proximité, l'inspection demande à l'exploitant de finaliser le débroussaillage en s'assurant du respect de la distance des 50 mètres conformément à l'arrêté préfectoral n°2014143-0006 du 3 juin 2014 relatif au débroussaillage dans l'Aude. Etant donné la mise en oeuvre d'actions correctives suite à la visite précédente, l'inspection qualifie ce constat de susceptible de suites.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures prises en cas de detection de dechets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures prises en cas de detection de dechets radioactifs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet• date d'échéance qui a été retenue : délai de 30 jours
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.</p> <p>Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire mentionnée à l'article 8.7.6.2 en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h.</p> <p>[...]</p> <p>La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.</p>
Constats : L'inspection a constaté lors de la visite précédente l'absence d'information de l'ASN, en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité. L'information de l'ASN a été réalisé le jour de l'inspection le 7 juillet 2022 concernant le déclenchement du 5 juillet 2022.
<p>L'inspection a consulté la procédure SUEZ mise à jour, celle-ci précise bien la nécessité d'informer l'ASN en cas de déclenchement du portique.</p> <p>Un déclenchement du portique a eu lieu le 16 septembre 2022, l'inspection a été prévenue, l'entreprise ONET Technologies est intervenue sur le site afin de préconiser les actions à réaliser, le déchet (couche) a pu être identifié et a été enfoui le 23 novembre 2022. Le rapport d'intervention de la société ONET Technologies a été consulté.</p> <p>L'exploitant a fourni le courrier électronique attestant de l'information de l'ASN concernant ce chargement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Aire Etanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aire Etanche
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet • date d'échéance qui a été retenue : délai de 30 jours
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'article 8.7.6.1. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale.</p> <p>Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h. La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.</p> <p>Le radiamètre portable doit également fait l'objet d'une vérification annuelle.</p>
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un panneau indiquant le risque de radioactivité sur l'aire d'isolement située à proximité du bassin d'eaux pluviales et l'exploitant a transmis le bon de commande attestant de l'achat de barrières métalliques, l'exploitant informera l'inspection dès réception des barrières métalliques. L'aire étanche permettant l'isolement de source radioactive déchargée située à proximité du bassin de lixiviats ne dispose pas d'une signalétique adaptée (absence de barrière et panneau de signalisation pas assez grand). Etant donné la mise en oeuvre d'actions correctives suite à la visite précédente, l'inspection qualifie ce constat de susceptible de suites.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet • date d'échéance qui a été retenue : délai de 30 jours
Prescription contrôlée : [...] <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnement sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'établissement doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur relatif au débroussaillage des installations.</p> <p>L'établissement doit disposer également de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>des extincteurs en nombre et en qualité adapté aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des modules de la plate-forme de valorisation du biogaz, des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.</p>
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection n'avait pas identifié d'extincteurs ni à proximité des installations de biogaz (torchère et moteurs), ni au niveau du quai de déchargement des déchets. <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'extincteurs au niveau de la plateforme de valorisation du biogaz, par sondage l'inspection a vérifié la date de contrôle de l'extincteur n°73, ce point n'appelle pas de commentaires.</p> <p>L'extincteur au niveau de la torchère n'était pas présent et l'inspection n'a pas constaté d'extincteurs à proximité de la zone de déchargement.</p> <p>Etant donné la présence d'extincteurs au niveau de la plateforme de valorisation par rapport à la précédente visite d'inspection, l'inspection qualifie ce constat de susceptible de suites.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Alimentation En Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation En Biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet • date d'échéance qui a été retenue : délai de 30 jours
Prescription contrôlée : [...] Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. [...]
Constats : L'exploitant a commandé des étiquettes permettant de différencier les collectes de biogaz. L'inspection a constaté que certaines collectes étaient bien identifiées. L'exploitant transmettra les photos attestant de la mise en place des étiquettes sur l'ensemble des collectes de biogaz et justifiera de la protection des canalisations contre les agressions extérieures. Etant donné la mise en oeuvre d'actions correctives suite à la visite précédente, l'inspection qualifie ce constat de susceptible de suites.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Volume mort destiné à la réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.3.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Volume mort destiné à la réserve incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet • date d'échéance qui a été retenue : délai de 30 jours
Prescription contrôlée : [...] Le bassin de stockage des eaux pluviales internes a un volume de 31 500 m ³ dont 5 000 m ³ de volume mort destiné à la réserve incendie et à l'irrigation du site. L'exploitant met en place un dispositif permettant de s'assurer à tout moment du volume de réserve. [...]
Constats : L'inspection a constaté la mise en place d'une échelle à pourcentage avec dégradé de couleurs permettant de s'assurer du volume de réserve. Observation : Le dégradé de couleurs n'est pas très visible de l'extérieur du bassin, il conviendrait de renforcer la signalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : 3 caméras sont installés sur le site, elles fonctionnent grâce à un système de prises de photo réalisées toutes les 3 minutes. L'inspection a pu visionner le déchargement du camion FA014QB, les caméras permettent d'associer le déchargement avec la plaque d'immatriculation du camion. La fréquence de prise de vue n'est pas similaire à celle d'un flux vidéo lors des périodes de déchargements de déchets, l'exploitant a commandé un système de caméra vidéo afin de remplacer ce système. L'exploitant doit transmettre le bon de commande et mettre en place le système de caméra vidéo. L'exploitant a présenté le bon de pesée relatif au camion FA014QB et le certificat d'acceptation préalable, il s'agit de déchets provenant de la société méditerranéenne de nettoyage Nicollin à Montpellier, il s'agit de refus de tri des encombrants code déchet 191212 : autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11. Le CAP est en cours de validité et a été signé le 19 septembre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas pu transmettre les éléments attestant de la consultation du comité social économique ou des institutions représentatives du personnel.</p> <p>Une signalisation a été mise en place par l'exploitant au niveau de la zone de déchargement et à l'entrée du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année. Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le journal permettant de recenser les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenances.</p> <p>Il a été constaté l'indisponibilité d'une caméra sur 6 jours consécutifs.</p> <p>Les données enregistrées présentent la date, l'heure et l'emplacement des caméras, les personnes filmées sont anonymisées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...]Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.</p>
<p>Constats : Deux personnes sont autorisées à visionner les éléments, le responsable de centre et l'attaché d'exploitation, un code d'accès est nécessaire au visionnage des images.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Conditions de l'élimination - Rapport de caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...]</p> <p>[...]</p> <p>IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p> <p>Constats : La procédure d'acceptation SUEZ a été présentée elle précise la nécessité d'un rapport de caractérisation et la mise en place d'un contrôle visuel.</p> <p>Sur le site le contrôle visuel est réalisé au niveau du pont bascule et du déchargement.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir reçu moins d'une dizaine de rapport de caractérisation. L'exploitant a présenté un rapport de caractérisation réalisé par un centre de tri SUEZ apportant des déchets sur l'installation, le rapport reprend les éléments du modèle de rapport de caractérisation du ministère et le résultat de la caractérisation est conforme. L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des rapports de caractérisation pour les déchets concernés.</p> <p>Les CAP présentaient par l'exploitant lors de la visite d'inspection ne sont pas associés à des rapports de caractérisation notamment Leclerc Narbonne.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p> <p>Constats : Les CAP ont été modifiés par l'exploitant et comportent désormais les attestations du producteur justifiant du respect des obligations de tri. Plus de 50% des CAP ont été modifiés lors du second semestre et comportent ces attestations.</p> <p>Les attestations comprennent la liste des obligations de tri et la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>Cependant la description des éléments démontrant le respect des obligations de tri est pré-rempli par l'exploitant de l'ISDND.</p> <p>Observation : il serait opportun de demander aux producteurs de déchets de transmettre les éléments justificatifs comme les consignes de tri, le nombre de bennes mises en place...</p> <p>L'ensemble des CAP en cours de validité doivent présenter l'attestation du respect des obligations de tri.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p> <p>Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté un CAP relatif aux déchets d'ordures ménagères issus de la communauté d'agglomération du grand narbonne, le producteur de déchets atteste de la mise en place d'une collecte sélective et du respect des obligations réglementaires en matière de collecte sélective.</p> <p>Le CAP ne présente pas les documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats : Le registre des déchets entrants a été consulté, l'ensemble des informations demandées par la réglementation est indiquée dans le tableau. Par sondage, l'inspection a constaté l'absence du numéro SIRET du producteur initial du déchet, ces éléments sont en cours d'ajout par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Quantité de déchets traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 1.2.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de déchets traités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le tonnage maximal annuel de déchets non dangereux autorisé à être éliminé par stockage est fixé à : • 190 000 tonnes par an jusqu'au 31 décembre 2019 ; 160 000 tonnes par an jusqu'au 31 décembre 2025 • 152 000 tonnes par an jusqu'au 31 décembre 2030 ; • 120 000 tonnes par an jusqu'au 30 avril 2037.
Constats : L'exploitant a indiqué que la quantité de déchets traités pour le mois de septembre 2022 est de 17 671 tonnes. Après l'inspection, l'exploitant nous a transmis le tonnage de déchets traité pour le mois d'octobre 2022, celui-ci est de 12870 tonnes. Ainsi, jusqu'à fin octobre 2022 le site a traité une quantité de 138 262 tonnes. L'exploitant a arrêté le traitement des déchets provenant d'AMETYST et de centre de tri de déchets d'activités économiques exploités par SUEZ. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'afin de se conformer aux obligations découlant de la loi de transition énergétique et la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015 et du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Occitanie, aucune dérogation sur les capacités annuelles ne pourra recevoir un avis favorable de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Origine géographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le centre de stockage ne peut accueillir que les déchets autorisés par le présent arrêté, selon l'ordre de priorité suivante : - les déchets admissibles des ménages et des activités économiques provenant du département de l'Aude, - les déchets admissibles des ménages et des activités économiques provenant des départements limitrophes de l'Aude (Hérault, Pyrénées Orientales, Ariège, Tarn et Haute-Garonne).
Constats : Par sondage, l'inspection a vérifié l'origine des apports sur le registre des déchets entrants de 2022, il a été constaté deux erreurs de saisie corrigées par l'exploitant lors de l'inspection (usage du siège social au lieu du site de production des déchets).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Procédures d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation de base; • la vérification de la conformité. <p>Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND. Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND. Par ailleurs, le producteur du déchet devra produire une attestation justifiant pour les déchets non dangereux résiduels, d'une opération préalable de collecte sélective ou de tri en vue d'une valorisation matière ou énergétique. Cette attestation sera renouvelée annuellement. Un déchet n'est admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.</p>
<p>Constats : Le CAP concernant l'entreprise Pami Protection et Amélioration de Maison Individuelle a été consulté par l'inspection, il a été créé le 27 octobre 2021. Pour l'année 2022, 2,2 tonnes ont été traités par l'installation.</p> <p>Les déchets émis par ce producteur sont des déchets de chantier, les caractéristiques du déchet ne sont pas renseignées de manière exhaustive.</p> <p>Le certificat d'acceptation préalable ne fait pas apparaître une caractérisation précise du déchet, le code déchet indiqué est le 17 09 04 : déchets de construction et de démolition en mélange.</p> <p>Le certificat d'acceptation préalable doit être mieux renseigné afin d'apporter plus d'éléments sur les caractéristiques précises du déchet.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure réception déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports de déchets sont faits les jours ouvrables, entre 6 h et 16h30 du lundi au vendredi, de 6h à 11h30 le samedi et en période estivale (de mai à septembre) le dimanche de 6h à 11h30.</p> <p>Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifie l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ; • vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ; • réalise une pesée ; • réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement ; • délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. <p>Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination. Pour les déchets stockés par un producteur de déchets dans une installation de stockage dont il est l'exploitant et dans la mesure où il dispose d'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion de ses déchets, cette vérification peut s'effectuer au point de départ des déchets et les documents requis peuvent ne pas être exigés. En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté la procédure de réception des déchets de l'installation qui n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.</p> <p>Le contrôle visuel est réalisé lors du déchargement et au niveau du pont bascule.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de refus, 8 fiches d'anomalie ont été réalisés en 2022, l'inspection a consulté la fiche relative à des bennes cartons provenant d'ITM à Villeneuve les Beziers.</p> <p>L'exploitant a également indiqué réaliser le détournement de certaines bennes vers le centre de tri cela a été notamment réalisé pour une benne de palette de bois.</p> <p>Le producteur de déchets est informé des anomalies lors du déchargement et de tout refus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND. [...] Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 sont rejetés dans le milieu naturel. Les points de rejet dans le milieu naturel des lixiviats traités sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. Les boues issues du traitement des lixiviats sont admissibles dans les casiers de l'installation uniquement dans le cas où elles sont non dangereuses.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Les boues issues du traitement des lixiviats sont stockés dans le casier par l'exploitant, le rapport de caractérisation des boues permettant d'attester de leur caractère non dangereux n'a pas été présenté lors de la visite d'inspection, celui-ci doit être transmis à l'inspection.</p> <p>Les déchets dont la siccité est inférieure à 30% ne sont pas autorisés à être stockés dans une installation de stockage de déchets non dangereux conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant justifiera que les boues issues du traitement des lixiviats ont une siccité supérieure à 30%.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Collect et stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. Le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 3.2.2, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.</p> <p>[...]</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats doit disposer d'un volume minimal de 2 440 m³, il est étanche et résistant aux substances contenues dans les lixiviats. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa.[...] Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une bouée ; • une échelle par bassin ; • une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviats pour prévenir tout débordement. Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND. <p>[...]</p> <p>Constats : Le document de suivi des hauteurs de lixiviats dans les casiers a été présenté à l'inspection. La hauteur de lixiviats au niveau du casier 1 est supérieure à 30 cm au vu du dernier relevé réalisé le 15 septembre 2022.</p> <p>L'exploitant transmettra le relevé réalisé pour le mois d'octobre et celui-ci doit respecter la hauteur de 30 centimètres au dessus de la géomembrane.</p> <p>Le bassin de stockage de lixiviats ne dispose pas d'un repère visible en permanence matérialisant le volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. L'exploitant transmettra le volume de réserve défini et les justificatifs du calcul afin d'avoir un volume disponible dans le bassin à utiliser en cas d'aléa.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Eaux de ruissellement externes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, articles 5.3.7.1. et 5.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En tant que de besoin, les eaux pluviales du bassin versant extérieur au site sont collectées, détournées du site par des fossés périphériques externes dirigeant les eaux de ruissellement externes vers le ruisseau de la Combe du Mourel Redon. Les eaux de ruissellement externes sont rejetées dans le milieu naturel sans traitement. Ce réseau extérieur de collecte sera aménagé pour prévenir les ravinements et dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence centennale. ARTICLE 5.2.4. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE Les réseaux de collecte des effluents liquides sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.[...]
Constats : Le site dispose d'un fossé de collecte des eaux externes, celui-ci a été visualisé lors de la visite à proximité du casier en cours d'exploitation. Il a été constaté lors de la visite la présence d'ordures ménagères dans le réseau de collecte des eaux externes, le réseau de collecte doit être nettoyé afin d'éviter une pollution des eaux externes et de permettre la bonne collecte des eaux de ruissellement. Le réseau de collecte des eaux externes n'est pas maintenu en bon état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Gestion des eaux de voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 5.3.7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de voirie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voiries d'accès à l'ISDND et parking seront imperméabilisées. Les eaux de ruissellement des voiries seront drainées gravitairement et collectées pour rejoindre un séparateur d'hydrocarbure avant le réseau des eaux de ruissellement internes, ainsi que le bassin de stockage d'eau pluviale de l'ISDND. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures des déchets détruits ou retraités sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que les eaux issues du curage des séparateurs d'hydrocarbures sont traitées dans l'installation de traitement des lixiviats.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 8 août 2018 autorise le traitement de déchets non dangereux dans l'installation de traitement des lixiviats, cependant l'exploitant doit transmettre les éléments justifiant que les eaux issues du curage des séparateurs d'hydrocarbures sont des déchets non dangereux et que l'installation est capable de traiter ce type de déchets. Dans l'attente de ces éléments, les déchets issus du curage des séparateurs d'hydrocarbures doivent être traités dans des installations autorisées pour le traitement de déchets d'hydrocarbures.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Lixiviats traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 5.3.7.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux définies dans le tableau ci-dessous. La totalité de ces paramètres ci-dessous feront l'objet d'un contrôle semestriel et est intégrée au rapport annuel.

CRITÈRE	SEUIL A RESPECTER
PH	5,5 < PH < 8,5
Température	< 30° C
Matières en suspension totale (MEST)	MES < 20 mg/l,
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 60 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	< 20 mg/l
Azote global	< 40mg/l
Phosphore total	< 2 mg/l
Phénols	< 0,1 mg/l
Métaux totaux dont :	< 15 mg/l
Cr6+	< 0,05 mg/l si le rejet dépasse 1g/j
Cadmium et ses composés	Seuil DCE correspondant à la classe de dureté de l'eau
Pb	< 0,05 mg/l
Mercure et ses composés	< 0,07 µg/l
As	< 0,05 mg/l
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l
CN libres	< 0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 m g/l si le rejet dépasse 30 g/j.
Chlorures	< 400 mg/l
Sulfates	< 500 mg/l
Fer	< 4 mg/l
Manganèse	< 0,1 mg/l
Aluminium	< 4 mg/l
Nickel	< 0,1 mg/l
Zinc	< 0,2 mg/l
Cuivre	< 0,2 mg/l
Nonylphénols	< 25 µg / l
Tétrachlorure de Carbone	< 12 µg/l
Pesticides cyclodiènes	Somme < 0.01 µg/l
DDT total	Somme < 0.025 µg/l
1,2-Dichloroéthane	< 10 µg/l
Hexachlorobenzène	<0.05 µg/l
Hexachlorobutadiène	< 0.6 µg/l
Hexachlorocyclohexane	< 0.04 µg/l
Pentachlorophénol	< 1µg/l
Trichloroéthylène	< 10 µg/l
Triclorobenzènes	< 0.4 µg/l

Note : les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Le rejet des eaux résiduaires après traitement est réalisé par le biais d'une cuve de contrôle de 10m3. Seuls les lixiviats traités respectant les critères fixés dans le tableau ci-dessus sont rejetés dans le milieu naturel.[...]

Constats : Les dernières analyses des lixiviats transmises par l'exploitant sur la plateforme GIDAF ont été réalisées en mai 2022 et ne présentent pas de dépassement des valeurs limites d'émission. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit un suivi semestriel des lixiviats traités.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

